

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Premières réactions opinion – attentats de Bruxelles

L'essentiel des représentations apparaissant à l'issue de cette journée :

- Ce n'est **pas une surprise, mais réveille de la peur**. *« Ils ont encore frappé mais malheureusement c'était à prévoir ! Ils frapperont encore ! ». « Ca va arriver en France... et dans peu de temps ».*
- Cela **signe une situation d'échec, parfois de domination** : ils peuvent nous attaquer *« où ils veulent, quand ils veulent »*. *« Nous ne sommes pas en sécurité nulle part, ils peuvent frapper à tous moment ».*

Il pourrait être utile de **rappeler lorsqu'on le peut le coup que nous leur avons porté avec l'arrestation d'Abdelslam** : ceux qui font le lien sont davantage dans une représentation d'égalité du rapport de forces (*« on les frappe, ils nous frappent »*) que dans un discours de domination.

- Après quelques hésitations au début, **l'évènement ne paraît finalement pas vu comme massif et sidérant au point de nous faire basculer dans « autre chose »** (ce qui aurait pu être le cas si le mode opératoire avait été inconnu ou les cibles franchissant une nouvelle échelle d'inhumanité – écoles, ...).

Il agit plus comme une **pique de rappel brutale et douloureuse de la menace**, que comme l'ouverture d'une « nouvelle ère » où l'indétermination serait bien plus grande.

- **Les appels à « l'unité » sont cette fois tombés à côté**. *« Unité mais pourquoi faire ? ». « L'unité pour se recueillir et se lamenter, ou l'unité pour combattre les djihadistes, ce qui n'est pas la même chose ? ». « Quand j'entends le Président je l'imagine en chaire dans une église, avec un ton lancinant et sans conviction qui donne pas envie de le suivre ».*

Revient par ailleurs assez souvent le **reproche de ne pas désigner l'adversaire** : *« le Président dans son exercice favori... la condamnation et la commémoration... » « Je remarque que le Président a une nouvelle fois réussi le tour de force d'appeler à l'unité contre l'ennemi sans le nommer. Cela est tellement prévisible, mais aussi lassant à la longue. »*

- **L'attente est à la détermination** (*« on est dans l'empathie, on attendrait un chef de guerre »*), **qui se déploie principalement sur trois domaines** :
 - **la sécurité** bien sûr, première attente-réflexe, mais qui n'est **pas le sujet sur lequel nous sommes le plus pris en défaut**. Les critiques sur ce plan sont d'ailleurs très faibles. *« Il faut, hélas, se rendre compte que, malgré tous les moyens mis en œuvre, toutes les précautions prises, le risque zéro n'existe pas et n'existera jamais. Nous allons devoir vivre avec la peur au ventre car il ne faut pas se bercer d'illusions, ce n'est pas fini. »*
 - **l'Islam, point de cristallisation majeur**. A côté du rejet virulent de groupes ayant basculé vers les discours extrêmes, on trouve **dans le camp des « modérés » beaucoup d'appels à « reprendre en main » l'Islam en France pour en « extirper » une fois pour toute les éléments radicaux**. Cette attente, déjà visible après janvier et novembre, commence à se transformer en impatience : *« Qu'avez-vous fait après Charlie ? Rien. Vous nous avez martelé de "c'est un cas isolé", au lieu de reprendre en main les banlieues et les*

mosquées. Il aura fallu attendre 130 morts et encore vous n'avez toujours pas pris conscience du phénomène, vous préférez diffuser des clips. Vu l'exaspération des Français, tout cela finira un jour très mal ». « Ne rien remettre en cause, un système de pensée incompatible, et pire, haineux envers nos valeurs, on sait ou tout cela va nous mener ». « Cette dérive de leur religion n'a pas sa place dans notre pays ».

- **les sujets de fond et de long terme : banlieues, éducation, citoyenneté, laïcité, culture.** Comme en janvier et novembre, ces thèmes sont présents dans les réactions - même s'ils ne sont pas en première ligne - à travers notamment un prisme lisant ce qu'il se passe comme *« le résultat des choix politiques que nous avons faits ces dernières décennies »*, celui d'avoir *« laissé s'installer »* en France et ailleurs en Europe des *« zones de non-droit »* où nous aurions *« renoncé »* à appliquer les règles communes, éduquer les enfants, diffuser une culture et une façon de penser... Il n'y a **pas de demande de solution immédiate sur ces enjeux, mais une attente claire que nous en montrions une conscience et une volonté d'avancer.**
- Par-dessus ces trois enjeux se greffe **l'enjeu européen** : *« passoire aux extrémistes »* qui ne protège pas et finit par être prise elle-même pour cible : *« Cette fois-ci les gens de la Commission européenne auront pu voir de leurs propres yeux, toucher du doigt les conséquences de leurs choix, de leurs décisions, si seulement cela pouvait les obliger à réfléchir enfin ».*

Le premier réflexe porte sur les frontières (*« a-t-on déjà vu un pays mener une guerre en laissant ses frontières ouvertes à tout vent ? »*) **et la gestion des réfugiés** qui permettrait aux terroristes de passer (*« accueillir des centaines de milliers de personnes sans être capable de contrôler leur identité, et en perdre 10% sans savoir ce qu'ils deviennent ? Combien de morts devront nous pleurer pour qu'ils comprennent ? »*). On retrouve cependant aussi une **disponibilité à l'idée de renforcer les coopérations entre services** comme substitut possible à une fermeture des frontières.

- Plus marginalement :
- **Le spot de publicité contre le racisme** fait parler dans ce contexte : *« Valls dépense 3 millions d'euros dans une campagne choc contre le racisme, mais pas contre le djihadisme qui nous assassine ? »*
- Ressurgit ici ou là la **polémique sur la liberté religieuse dans la loi travail** : *« Tout va bien : la loi El-Khomri prévoit de favoriser le culte religieux sur le lieu de travail ! »*. Si possible, il serait sans doute préférable d'éviter d'insérer ce sujet dans le débat public et parlementaire.

Adrien ABECASSIS